



## **Emploi et migration des jeunes en Afrique de l'Ouest** Burkina Faso, Mali, Sénégal

*Pour soumission au Programme « Croissance pour Tous » du CRDI*

Février 2012

## Sommaire

1. Problématique .....	1
2. Objectifs de recherche.....	4
3. Méthodologie .....	6
3.1. Revue de littérature.....	7
3.2. Collecte de données .....	7
3.3. Traitement des données .....	8
3.4. Analyse des données.....	8
3.5. Dissémination des résultats .....	12
4. Liens avec la politique .....	13
5. Alliances stratégiques .....	13
6. Pertinence pour une croissance inclusive.....	14
7. Risques encourus et mitigation .....	15
8. Composition de l'équipe de recherche.....	15
9. Planning des activités.....	17
10. Références bibliographiques .....	19
11. Annexes.....	20

## 1. Problématique

Dans un contexte concurrentiel lié à la mondialisation, les pays d'Afrique Subsaharienne sont confrontés simultanément à deux défis majeurs : une transition démographique inachevée et une transition économique embryonnaire. En effet, cette partie du continent fait face à une forte poussée démographique qui ne s'estompera que vers les années 2050. La population estimée aujourd'hui à 850 millions d'habitants passera à 1,1 milliard en 2025 et à 1,7 milliard en 2050 (Losch *et al.*, 2008). Dans ce contexte, la croissance de la population active présente à la fois une opportunité majeure et une menace dans ce sens qu'elle peut être aussi à l'origine de tensions importantes si les économies ne génèrent pas suffisamment d'emplois.

Les effets positifs de la transition démographique ne s'obtiennent pas de manière automatique. Ils requièrent une politique volontariste et pertinente. L'Amérique latine a connu une transition démographique relativement forte mais elle n'a pas pu tirer partie de cette transition du fait d'une politique générale globalement défailante. Par contre, en Asie orientale, le « miracle économique » est la preuve qu'une transition démographique bien achevée peut aider à créer les conditions d'une croissance économique forte. Un système éducatif fort et des politiques de libéralisation commerciale appropriées ont permis au dividende démographique d'alimenter une expansion économique spectaculaire de la région. Les données montrent que la croissance du revenu réel par tête a avoisiné les 6% par an entre 1965 et 1990 et le dividende démographique a représenté à lui seul approximativement 20 à 25% de cette croissance.

Au regard de ces résultats contradictoires produits dans différents contextes, l'Afrique devra considérer la question de plus près dans une optique d'accélération de la croissance économique. Par ailleurs, l'Afrique subsaharienne reste marquée par une structure économique faiblement diversifiée. Dans la quasi-totalité des pays concernés, l'agriculture et le secteur informel dominent le tissu économique ; l'agriculture restant la principale source d'activité et de revenus pour la majorité des ménages. L'importance du secteur agricole est mise en évidence avec sa contribution au PIB (environ 20%), son apport de devises et sa prépondérance dans la structure de l'emploi avec plus de 65% des actifs (Losch, 2010). Parallèlement, le secteur informel, essentiellement urbain représente 30 à 45% du PIB non agricole et 70 à 90% de l'emploi total non agricole (Jütting & De Laiglesia, 2009).

Dans un tel contexte et considérant la transition démographique non achevée, les États d'Afrique subsaharienne doivent faire face à une arrivée massive de jeunes sur le marché

de l'emploi. Malheureusement, les secteurs agricole et informel sont incapables d'absorber un tel flux de main-d'œuvre (Giordano and Losch, 2007).

En Afrique Subsaharienne, le nombre d'actifs s'accroîtra au moins jusqu'en 2050. Dans les 15 prochaines années (2010-2025), la population active africaine croîtra de 17 millions, dont 11 millions en provenance du milieu rural. Ces cohortes de jeunes actifs à insérer dans la vie professionnelle pourraient constituer un formidable levier pour la croissance économique. Elles posent également la question centrale de l'emploi et des secteurs d'absorption des nouveaux actifs (IPAR, 2010).

Avec l'environnement géopolitique marqué par une forte restriction des mouvements migratoires internationaux réduisant sévèrement les possibilités d'émigration, la jeunesse africaine est contrainte à renoncer à l'émigration internationale et à chercher à s'insérer autant que possible dans le marché de l'emploi au niveau national et régional. Mais, avec une agriculture peu attractive et fortement tributaire des aléas climatiques, un tissu industriel embryonnaire et un niveau d'éducation généralement bas, les opportunités d'emploi restent désespérément limitées. En fin de compte, les jeunes animés d'un grand désir de travailler se trouvent dans une véritable situation d'impasse pour valoriser leur force de travail afin de gagner leur vie, prendre la relève dans leur famille et contribuer au développement socioéconomique de leur pays.

D'un autre côté, malgré l'importance de l'agriculture dans l'économie des pays de l'Afrique subsaharienne et sa contribution attendue pour la sécurité alimentaire, la création d'emplois notamment pour les jeunes et l'éradication de la pauvreté, la situation des ruraux s'est peu améliorée. L'exode rural s'accroît et les campagnes se vident. Les exploitations agricoles s'enlisent dans un processus de dégradation continue et deviennent progressivement des unités d'attaches pour des jeunes actifs (ou actives) partis en ville à la recherche de revenus monétaires pour venir en aide aux familles restées au village.

Les jeunes migrants qui arrivent en ville concentrent leurs activités dans le secteur informel, particulièrement le petit commerce. A travers les rues et les autoroutes de Bamako, de Dakar, et de Ouagadougou comme dans les autres grandes villes de ces pays, les marchands ambulants (des jeunes migrants essentiellement) vendent des articles divers (habits, ustensiles de cuisine, biscuits, jus, café, arachide, autres produits alimentaires ...). Avec l'émergence de la téléphonie mobile depuis quelques années, la vente de cartes téléphoniques occupe désormais une place spéciale dans le commerce ambulancier. A côté de ce commerce qui concerne en majorité des jeunes garçons, un nombre non négligeable de jeunes filles/femmes migrantes travaillent comme femmes de ménage. Malheureusement, au-delà des apparences simples, une analyse de la situation, de la littérature et des données existantes montre que ces activités sont davantage des trappes à pauvreté que de

véritables activités devant permettre aux jeunes de rentabiliser véritablement leur force de travail.

Parallèlement au flux migratoire des jeunes ruraux vers les villes, se développe un autre flux des zones de production pluviale vers les zones aménagées (Sourou, Vallée du Cou) ou irriguées (Vallées du Fleuve Sénégal et du Fleuve Niger) surtout pendant la saison sèche. Mais, contrairement aux jeunes migrants dans les villes qui s'activent surtout dans le commerce, ceux des zones irriguées s'adonnent à l'agriculture et nouent avec les producteurs locaux des contrats basés généralement sur le salariat ou le métayage. Dans une optique de travail décent, il serait dès lors intéressant de voir dans quelle mesure ces activités de production en agriculture irriguée offrent des opportunités réelles et durables de vie meilleure aux ruraux en provenance des zones pluviales.

Face à tous ces problèmes et compte tenu de la faible capacité du secteur formel à offrir une réponse adéquate à la forte demande d'emplois des jeunes, les Etats du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal ont chacun mis en place une politique nationale de l'emploi orientée essentiellement vers la question des jeunes. Dans ce cadre, des projets, programmes et Fonds destinés à l'insertion des jeunes (Agence Nationale Pour l'Emploi, Fonds d'Appui aux Initiatives des Jeunes etc.) ont été mis en œuvre pendant la dernière décennie. De nos jours, le Ministère Sénégalais de l'Agriculture, développe des approches visant à encourager les jeunes pour un retour vers l'agriculture.

Au regard des données actuelles, il apparaît clairement que le problème reste entier tant il est important et complexe. Face à cette complexité et aux difficultés qu'ont les Etats à résorber la situation, on assiste à une multiplication des stratégies que les jeunes développent pour s'en sortir.

Pour prendre en compte l'aspect genre dans l'analyse et en tenant compte des travaux de certains auteurs, en Afrique de l'Ouest, (Findley, 1997; Antoine et Sow, 2000; Bocquier et Traoré, 2000; Adepoju, 2002), une attention particulière sera portée à ce que l'on appelle *migration autonome des jeunes femmes*<sup>1</sup>. Il s'agira de cerner les fondements des choix des femmes/filles et les types d'activités dans lesquelles elles s'engagent davantage et d'en évaluer le rendement. Pour ce faire, il s'agira d'apporter des réponses à chacune des questions suivantes : quelles sont les facteurs réels qui conduisent les jeunes filles/femmes à choisir la voie de la migration ? Comment sont faits les choix des zones de destinations et des activités ? Les jeunes filles/femmes qui s'adonnent au commerce ambulancier (fruits, jus, cartes téléphoniques ...) sont-elles mieux loties que celles engagées comme « bonnes » au

---

<sup>1</sup> La migration "autonome" des femmes est définie dans ces travaux comme une migration visant à satisfaire les besoins économiques individuels des femmes. Elle résulterait principalement de la "féminisation de la pauvreté" qui affecterait particulièrement les milieux ruraux de la région (Adepoju, 2002).

sein des ménages urbains ? Les jeunes femmes sont-elles concernées par la migration vers les zones irriguées ? Si oui, pour quels types d'activités et pourquoi ?

En Afrique de l'Ouest, la mobilité de la population a toujours été la règle. Utilisant un cadre d'analyse des moyens de subsistance sous forme d'études de cas, De Haan et al. (2002) décrivent comment les ménages ruraux intègrent la migration de leurs membres dans les stratégies globales de survie et de gestion du risque. Il ressort de leur étude que le profil de la migration est influencé par la demande de travail mais aussi par les institutions locales qui déterminent l'accès aux opportunités et aux ressources. La structure du ménage et sa gestion sont cruciaux pour déterminer qui migre et quand, même si ces processus n'opèrent pas sans frictions.

En ce qui concerne la migration « rurale-urbaine », il existe une littérature abondante aussi bien théorique qu'empirique. Lall et al., (2006) en donne un aperçu en soulignant : i) le rôle bénéfique et néfaste de la migration dans les modèles Harris-Todaro ; ii) les récents modèles qui s'appesantissent sur les questions de sélectivité (qui migre?) ; iii) les modèles d'équilibre de recherche en emploi (quand et comment migrer?) ; iv) les effets positifs de la migration sur le développement rural ; et v) les conséquences de la migration.

Par contre, les migrations « rurale-rurale » et leurs impacts sont peu étudiées dans la littérature actuelle sur le développement alors qu'au regard de l'importance du milieu rural dans nos pays, elles méritent plus d'attention (Lucas, 2007). Une étude récente sur les marchés ruraux du travail en Mauritanie, au Mozambique et au Sénégal (Oya, 2010) fait ressortir leur complexité. Il y a donc un intérêt à étudier les dynamiques des marchés ruraux du travail, les modalités, les causes et les conséquences de ce type de migration.

Une meilleure connaissance de ces marchés de travail ruraux et des stratégies d'insertion des jeunes permettra d'éclairer les décideurs politiques et les partenaires au développement sur la problématique d'emploi des jeunes. Pour ce faire, une première étape cruciale et qui manque souvent serait de bien cerner le problème en essayant de caractériser autant que possible ces jeunes, de cerner leurs activités, d'en évaluer la rentabilité et la productivité, d'explorer la destination des revenus et l'impact sur les ménages d'attache au village. Dans cette perspective, la présente étude poursuit un certain nombre d'objectifs.

## **2. Objectifs de recherche**

Le projet de recherche vise à contribuer à une meilleure connaissance des jeunes migrants et des stratégies d'insertion qu'ils développent afin de fournir aux décideurs les

informations de base nécessaires pour une meilleure formulation de politiques inclusives en faveur de l'emploi des jeunes. Spécifiquement, le projet ambitionne de :

1. analyser les marchés du travail en zone rurale (leur fonctionnement, les facteurs de demande, les principales origines, la saisonnalité du marché, l'évolution de l'offre de travail, le niveau concurrentiel du marché et ses conséquences, etc.) ;
2. dresser le profil des jeunes migrants marchands ambulants à Dakar, Bamako et Ouagadougou et des migrants débarquant dans les grandes zones de production aménagées ou irriguées, leurs principales caractéristiques socio-économiques ainsi que leurs conditions de vie ;
3. étudier les déterminants de la productivité des petites activités marchandes urbaines (rôle des caractéristiques individuelles, des ICTs, de la disponibilité et de la qualité des infrastructures publiques, des différentiels de pouvoirs d'achat entre zones urbaines et rurales, etc.) et conduire une analyse comparative avec les revenus agricoles ;
4. étudier l'impact des flux migratoires internes sur les marchés du travail ruraux et le niveau de vie des ménages ruraux (revenus, performance des activités de production agricoles, niveau de pauvreté ...) ;
5. tester l'hypothèse d'inefficacité Marshallienne dans le contexte des économies ouest-africaines ;
6. proposer des recommandations aux décideurs dans le sens de l'amélioration des politiques publiques de promotion de l'emploi des jeunes.

En termes d'ancrage institutionnel, le présent projet s'inscrit dans les axes de recherche de l'IPAR répertoriés dans son plan stratégique horizon 2015, dans ceux du CEDRES<sup>2</sup>, prévus dans son plan stratégique horizon 2012. Il intègre également les préoccupations de MISELI qui considère la migration comme une priorité de recherche.

Par ailleurs et comme mentionné plus haut, la problématique de la migration et l'emploi des jeunes constitue une préoccupation de première importance pour les Etats du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal. Actuellement, la question occupe une grande partie des débats politiques et les rencontres avec les autorités en charge de la question ne laissent aucun doute sur l'importance que revêt une telle étude pour ces gouvernements.

---

<sup>2</sup> Pour l'IPAR, il s'agit de l'axe de recherche « démographie, emploi et migrations » et pour le CEDRES, l'axe de recherche concernée est « agriculture et protection sociale ». MISELI a déjà conduit plusieurs études dans ce domaine.

### 3. Méthodologie

La recherche comprend cinq parties principales correspondant aux grands groupes d'activités, à savoir la revue de littérature, la collecte des données, le traitement des données, l'analyse des données et la dissémination des résultats.

Le tableau n°1 récapitule les types de données et les méthodes d'analyse qui seront utilisées pour chaque objectif spécifique de recherche.

**Tableau 1:** Objectifs de recherche et méthodes d'analyse préconisées

Objectifs de recherche	Données sur les variables	Méthodes d'analyse
1) Analyser le marché du travail en zone rurale	<ul style="list-style-type: none"> <li>La demande de travail en milieu rural (typologie et quantités, acteurs)</li> <li>L'offre de travail (groupes d'âge, sexe, niveaux de qualification, évolution)</li> <li>La médiation offre /demande sur le marché de travail</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Analyses statistiques</li> <li>Analyse économétrique des déterminants de l'accès des jeunes à l'emploi non agricole en milieu rural</li> <li>Evaluation d'impacts de l'emploi non agricole sur les ménages ruraux.</li> </ul>
2) Dresser le profil des jeunes migrants marchands ambulants ou ouvriers agricoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sexe, âge, ethnie, niveau d'étude, situation matrimoniale, religion, lien chef de ménage, occupation principale avant migration, la durée de migration, la région d'origine, les motifs de la migration, accord du chef de ménage d'origine, l'occupation actuelle,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Analyses statistiques pour l'établissement du profil du jeune migrant</li> <li>Analyse économétrique des déterminants du choix d'activité (Probit, Logit)</li> </ul>
3) Etudier les déterminants de la productivité des petites activités marchandes urbaines et conduire une analyse comparative avec les revenus agricoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour les travailleurs indépendants : le type d'activité, apprentissage ou formation préalable, capital de démarrage (montant et origine), ancienneté, les circuits et les charges, les chiffres d'affaire, les transferts au village, l'épargne</li> <li>Pour les salariés : la nature du travail, apprentissage ou formation préalable, l'ancienneté, les caractéristiques du revenu (montant, périodicité, fixité ou variabilité), les dépenses, les transferts au village, l'épargne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Calculs de rendements social et privé</li> <li>Analyses statistiques</li> <li>Modèles économiques théoriques et empiriques basés sur l'optimisation du profit et l'efficacité du choix des jeunes : <ul style="list-style-type: none"> <li>☞ rester au village pour produire</li> <li>☞ migrer en ville pour devenir marchand ambulant</li> <li>☞ migrer en zones irriguées pour devenir ouvrier agricole</li> </ul> </li> <li>Analyses économétriques des déterminants de la productivité.</li> </ul>
4) Etudier l'impact des migrants sur l'économie des ménages ruraux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Caractéristiques démographiques du ménage (taille, sexe, âge, niveau d'éducation...), les activités économiques, les actifs du ménage, les revenus du ménage, les transferts reçus des migrants, les utilisations des transferts reçus, accord préalable ou non du CM pour la migration,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Analyses statistiques</li> <li>Méthodes d'évaluation d'impacts (Appariement des scores de propension ou «<i>propensity score matching</i>», régressions au point de discontinuité)</li> </ul>
5) tester l'hypothèse d'inefficacité Marshallienne dans le contexte des économies ouest-africaines	<ul style="list-style-type: none"> <li>informations sur le foncier et la main d'œuvre utilisée pour la mise en valeur (terres familiales ; terres cultivées par des métayers) ; productivité de ces différentes formes de mise en valeur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>analyses économétriques telles que dans objectif 3 (ouvrier agricole en zone irriguée)</li> </ul>



### **3.1. Revue de littérature**

Elle vise essentiellement la capitalisation des connaissances et résultats déjà disponibles sur la question. La revue de littérature concerne les questions relatives à l'occupation des jeunes migrants, au commerce ambulant, à la migration dans les zones aménagées ou irriguées, aux politiques d'insertion des jeunes. Une analyse de synthèse sera faite pour bien cerner l'état d'avancement de la recherche sur la problématique de l'emploi des jeunes et de la migration et ses implications économiques et politiques.

### **3.2. Collecte de données**

La recherche couvre trois types de zone choisis de manière raisonnée dans chaque pays au regard de la problématique et des objectifs spécifiques de l'étude : les zones de départ, les zones de destination urbaines (capitales et villes secondaires), et les zones de destination rurales (Zones aménagées, périmètres irrigués).

La cible est déterminée par la combinaison d'un choix raisonné et d'un choix aléatoire. Pour le choix raisonné, les critères retenus sont les suivants : l'âge, le statut de migrant, la zone de destination et le sexe. A travers cette approche, l'objectif est de s'assurer que les personnes visées par la thématique sont bien prises en compte. A un deuxième niveau, un choix aléatoire serait fait dans le premier échantillon déterminé à partir de l'approche raisonnée pour constituer l'échantillon final d'étude.

Concrètement, la recherche vise deux catégories de migrants et migrantes : a) ceux qui migrent dans les 3 capitales des pays de l'étude (Bamako, Dakar, et Ouagadougou) ; b) ceux engagés dans les activités de production agricoles dans les zones aménagées ou irriguées des Niayes et du Delta du Fleuve au Sénégal, de Sourou et de la Vallée du Cou au Burkina et dans l'Office du Niger au Mali.

Sur le plan pratique, l'expérience des enquêtes africaines indique qu'un échantillon de 400 à 500 unités d'analyse est suffisant pour chaque sous population visée. Au total, l'enquête devra couvrir donc 1 500 ménages par pays. Comme mentionné plus haut, une méthodologie complète viendra détailler cette démarche après la phase de démarrage et la revue de littérature importante pour bien définir certains contours de la question.

Mais à défaut d'une liste exhaustive des marchands ambulants, il s'agira d'identifier les zones de concentration des ambulants et de procéder à une distribution des répondants par zone ciblée.

Deux instruments de collecte seront utilisés afin de collecter les données qualitatives et quantitatives nécessaires aux analyses. Un questionnaire spécifique sera administré, en

face à face, à chaque catégorie de jeunes migrants (marchands ambulants et saisonniers agricoles). Par ailleurs, des « focus groups » seront également organisés afin d'approfondir certaines questions clés.

Parallèlement à ces enquêtes, un nombre restreint de migrants sera retenu (par échantillonnage aléatoire) pour des études de cas plus approfondis. Il s'agira, pour les deux catégories de migrants et de migrantes, de remonter aux villages d'attache afin de collecter des données de ménages et de faire le lien entre les résultats de l'activité de migration et les caractéristiques et performances des ménages d'attache. Cet aspect est d'autant plus important que dans certaines zones pauvres du Burkina Faso (Plateau Central) des techniques de réhabilitation des sols appelées (Conservation des Eaux et des Sols 'CES') ont permis de réduire à la fois le flux de certaines émigrations et de favoriser le retour d'autres migrants (C. Reij et T. Thiombiano 2001). Par exemple, une étude comparative permettra de voir l'efficacité ou non de ces techniques souvent objet de controverses.

Le travail d'enquête sur le terrain sera précédé par un travail approfondi d'échantillonnage, l'élaboration des outils d'enquête, la réalisation du protocole d'enquête, la formation des enquêteurs et le test des outils.

### **3.3. Traitement des données**

A l'issue des enquêtes de terrain, il faudra contrôler les questionnaires remplis, procéder à la codification des questions ouvertes, faire la saisie, traiter les données et sortir les résultats statistiques. La saisie et la double saisie seront effectuées sur CS-PRO. Les données seront traitées à l'aide des logiciels SPSS et Stata reconnus pour leur pertinence dans ce type d'analyse.

### **3.4. Analyse des données**

Pour chaque objectif spécifique de recherche une ou plusieurs méthodes d'analyse appropriées seront utilisées pour répondre au besoin de connaissance ou d'information. Les méthodologies, ici évoquées, seront approfondies, adaptées au besoin, conjointement par les équipes nationales au cours d'ateliers méthodologiques prévus dans l'exécution du projet. Il est par exemple prévu d'intégrer des modèles économiques d'analyse de l'allocation du temps, à la Gronau.

Par rapport à l'objectif de recherche 1 relatif à l'analyse du marché du travail en zone rurale, il faudra d'abord procéder à une caractérisation de ces marchés (identifier leur mode de fonctionnement, les facteurs de demande, les principales origines de la main d'œuvre, les types de marché saisonnier ou annuel, l'évolution de l'offre de travail, etc.). Des statistiques descriptives seront utilisées pour identifier les différentes opportunités de travail agricoles et extra agricoles offertes par les zones rurales à productions pluviales et irriguées. La contribution des activités agricoles et extra agricoles à la formation du revenu des ménages ruraux et particulièrement ceux dirigés par les jeunes sera étudiée. En plus, des modèles économiques bivariés (probit, logit, tobit) seront développés et estimés pour identifier les déterminants de l'accès des jeunes à l'emploi extra-agricole en milieu rural

(age, sexe, statut matrimonial, ethnie, castes, éducation, expérience...) et leurs impacts sur le revenu, la sécurité alimentaire et le niveau de pauvreté des ménages ruraux.

Ainsi, pour l'objectif de recherche 2, des analyses statistiques seront utilisées pour dresser un profil des jeunes migrants marchands ambulants dans les grandes villes africaines ou ouvriers agricoles dans les zones rurales de production irriguée. En plus, des modèles économiques tels que les modèles bivariants (Tobit, Probit ou Logit) seront développés et estimés pour une analyse plus approfondie des déterminants des choix faits en termes de travail (marchand ambulant ou ouvrier agricole).

Par rapport à l'objectif de recherche 3 relatif à l'évaluation de la productivité, des modèles économiques théoriques et empiriques basés sur l'optimisation du profit et l'efficacité du choix des jeunes seront développés et estimés. Le jeune peut choisir de :

1. rester au village pour cultiver son champ ;
2. migrer dans les grandes villes pour faire du petit commerce ambulant et y rester en toutes saisons ou en saison sèche ;
3. migrer dans les grandes zones d'irrigation en saison sèche pour devenir ouvrier agricole salarié ou métayer.

Dans ces conditions, quelles sont les raisons qui justifient les différents choix ? Une des raisons fondamentales est que le jeune cherche à maximiser son profit en choisissant une option à la place d'une autre.

Ainsi,

- 1) Pour le jeune qui opte de rester au village pour s'adonner à l'agriculture et aux activités extra agricoles, le problème de maximisation de son profit  $\pi_v$  peut être spécifié comme suit :

$$Max(\pi_v) = P_y Y_v(T_{av}, X_v) - P_x X_v + S_e T_e \quad (1)$$

sujet aux :

- contraintes de temps :  $T_v = T_{av} + T_e$
- contraintes de production :  $Y_v = C T_{av}^\lambda X_v^\gamma$

avec :

- $P_y$  correspondant au prix de vente unitaire de la production  $Y_v$  spécifiée comme une fonction Cobb-Douglas en considérant la terre cultivée comme étant fixe et  $\lambda + \gamma < 1$  ;
- $X_v$ , la quantité d'intrants utilisés au prix unitaire  $P_x$  ;
- $T_v$ , la main-d'œuvre en termes de temps total dont dispose le jeune ;
- $T_{av}$ , la main-d'œuvre en termes de temps alloué par le jeune aux travaux agricoles ;
- $T_e$ , le temps alloué par le jeune aux activités extra agricoles pour gagner un salaire  $S_e$  qu'il peut obtenir en allouant une partie de son temps aux activités extra-agricoles.

2) Pour le jeune qui opte pour l'émigration, en saison sèche, dans une zone irriguée pour devenir un ouvrier agricole après avoir assuré sa production hivernale, son problème de maximisation du profit peut être défini comme suit selon que:

i) Le jeune migrant opte pour un contrat de travail salarial:

$$Max(\pi_o) = P_y Y_o(T_{ao}, X_o) - P_x X_o + S_s T_s \quad (2)$$

sujet aux :

- contraintes de temps :  $T_o = T_{ao} + T_s$
- contraintes de production :  $Y_o = CT_{ao}^\lambda X_o^\gamma$

avec :

- $Y_o$  la production agricole réalisée par le jeune dans son propre champ en hivernage ;
- $X_o$ , la quantité d'intrants utilisés par le jeune dans son champ ;
- $T_o$ , la main-d'œuvre totale en termes de temps total dont dispose le jeune ;
- $T_{ao}$ , la main-d'œuvre en termes de temps alloué par le jeune aux travaux agricoles de son propre champ ;
- $T_s$ , le temps alloué par le jeune aux activités agricoles salariales ;
- $S_s$ , le salaire unitaire du jeune ouvrier agricole.

ii) Le jeune migrant opte pour un contrat de travail métayer basé sur un partage équitable du profit (50% - 50%) après déduction des coûts des intrants fournis entièrement par le propriétaire du champ :

$$Max(\pi_m) = P_y Y_p(T_{ap}, X_p) - P_x X_p + \beta [P_y Y_m(T_{am}, X_m) - P_x X_m] \quad (3)$$

sujet aux :

- contraintes de temps :  $T_m = T_{ap} + T_{am}$
- contraintes de production :  $Y_p = CT_{ap}^\lambda X_p^\gamma$  et  $Y_m = CT_{am}^\lambda X_m^\gamma$

avec :

- $Y_p$  la production agricole réalisée par le jeune dans son propre champ en hivernage et  $X_p$  les intrants utilisés ;
- $Y_m$  la production agricole réalisée par le jeune dans le champ où il travaille comme ouvrier agricole métayer en saison sèche et  $X_m$  les intrants utilisés ;
- $\beta$ , la part du profit reçu par le jeune métayer comme son paiement ( $\beta = 50\%$ ) ;
- $T_m$ , le temps total du jeune ;
- $T_{ap}$ , le temps alloué par le jeune aux travaux agricoles de son propre champ ;
- $T_{am}$ , le temps alloué par le jeune aux activités agricoles métayères.

Ce cas sur le métayage offre l'opportunité d'étudier la question de l'inefficience Marshallienne (objectif de recherche 5) dans un contexte où la question de l'accès à la terre se pose sérieusement. En effet, dans la littérature économique le métayage est réputé entraîner l'inefficience Marshallienne i.e. le métayer ne met pas autant d'effort que si la terre lui appartenait. La production est donc moins importante que si la terre était cultivée par son propriétaire. D'où l'intérêt de tester cette hypothèse dans le cas des trois pays

considérés (Burkina Faso, Mali, Sénégal). Avec des données sur les terres familiales (i.e cultivées par les familles elles-mêmes), mais aussi sur les terres cultivées par des métayers, il est possible de tester s'il existe une différence de productivité significative entre les deux.

Au cas où les terres familiales se révèlent plus productives, les implications de politiques économiques pourraient être fort intéressantes : justifications des politiques de redistribution et même d'attribution de terres gratuites aux vendeurs ambulants qui seraient prêts à retourner en zone rurale, croissance inclusive (réduction des disparités / inégalités) etc.

- 3) Pour le jeune qui s'adonne à l'agriculture en hivernage et opte pour l'émigration en ville en saison sèche pour devenir marchand ambulant, il cherche à maximiser son profit comme suit :

$$Max(\pi_{as}) = P_y Y_a(T_{aa}, X_a) - P_x X_a + P_v Q(A, T_c, Z) - P_a Q(A, T_c, Z) \quad (4)$$

sujet aux :

- contraintes temps :  $T_{as} = T_{aa} + T_c$
- contraintes de production :  $Y_a = CT_{aa}^\lambda X_a^\gamma$

avec :

- $Y_a$  la production agricole réalisée par le jeune dans son propre champ en hivernage et  $X_a$  les intrants utilisés ;
- $T_{as}$ , le temps total du jeune ;
- $T_{aa}$ , le temps alloué par le jeune aux travaux agricoles de son champ en hivernage ;
- $T_c$ , le temps alloué par le jeune au petit commerce ambulant en saison sèche ;
- $Q$ , la quantité d'articles achetés et vendus par le jeune migrant marchand ambulant en ville qui est fonction du type d'article  $A$  (habits, ustensiles, carte téléphonique, fruits ...), du temps alloué par le jeune à l'activité marchande et  $Z$  les autres caractéristiques du jeune et de son activité (lieu de vente ou axe routière, âge, sexe, ethnie, origine, ...)
- $P_v$ , le prix de vente unitaire des articles ;
- $P_a$ , le prix d'achat unitaire des articles.

- 4) Pour le jeune qui opte pour l'émigration en ville pour devenir exclusivement marchand ambulant en toute saison, il cherche à maximiser son profit comme suit :

$$Max(\pi_a) = P_v Q(A, T, Z) - P_a Q(A, T, Z) \quad (5)$$

A partir des programmes de dérivation ci-dessus définies, des dérivations successives permettront de déterminer les profits optima des jeunes dans chacun des cas : ceux optant de rester au village ( $\pi_v^*$ ), ou de migrer durant la saison sèche vers les zones rurales de production irriguée pour y devenir des ouvriers agricoles salariés ( $\pi_o^*$ ) ou métayers ( $\pi_m^*$ ), ou encore ceux optant de migrer en ville pour s'adonner au petit commerce ambulant en saison sèche ( $\pi_{as}^*$ ) ou en permanence ( $\pi_a^*$ ). Puisque les individus de l'échantillon ne sont

pas suivis sur deux périodes, la question de la comparabilité des enquêtés pourrait être une difficulté. Un recours aux techniques d'appariement permettrait de s'assurer que l'analyse exploite des similitudes dans les caractéristiques des jeunes enquêtés.

Une comparaison de ces profits optima ( $\pi_v^*$ ,  $\pi_o^*$ ,  $\pi_m^*$ ,  $\pi_{as}^*$  et  $\pi_a^*$ ) sera faite pour tenter de saisir les facteurs essentiels sur lesquels repose le choix des jeunes. Des simulations seront également faites pour identifier les options qui valorisent le mieux la main-d'œuvre jeune et juger de l'efficacité du choix fait. Les données collectées auprès des jeunes permettront de tester empiriquement les modèles théoriques.

De surcroît, les déterminants de la productivité des jeunes seront analysés à travers des modèles économiques basés sur des régressions simples ou multiples.

Quant à l'objectif de recherche 4, des modèles économiques bivariés (probit, logit, tobit) seront développés et estimés pour évaluer l'impact de la migration des jeunes ruraux sur les ménages ruraux en termes de revenus, performances des activités agricoles (volumes de production, rendements), sécurité alimentaire et de pauvreté. L'analyse sera faite avec la méthode basée sur l'appariement des scores de propension (*propensity score matching*) pour réduire les biais de sélection des ménages ruraux avec migrants et sans migrants.

L'objectif de recherche 5 est pris en charge dans le cadre du traitement de l'objectif 3, en particulier sur le métayage.

### 3.5. Dissémination des résultats

Un atelier de restitution finale est prévu au Burkina Faso afin de profiter davantage de la présence de l'UEMOA et du ROPPA, deux parties prenantes importantes du projet. La CEDEAO sera également conviée à cette restitution.

Au moins deux policy briefs traitant d'aspects spécifiques de l'étude ayant des implications politiques seront élaborés par pays et constitueront un instrument de dialogue avec les pouvoirs publics et les partenaires au développement sur cette thématique, dans les différents pays étudiés et au niveau sous régional (UEMOA, CEDEAO, ROPPA).

Les résultats seront également modelés sous forme d'articles scientifiques pour une participation à des manifestations scientifiques et professionnelles mais également la publication dans des journaux spécialisés. A ce titre, des « papiers » pourraient être présentés respectivement aux conférences de l'Association Africaine des Economistes Agricoles (AAAE) en 2013 et de l'Association internationale des économistes agricoles (IAAE) en 2015. Les réunions annuelles de AAEE (*Agricultural and Applied Economics Association*) prévues à Washington D.C. (Août 2013), Minneapolis (Juillet, 2014) et San Francisco (Juillet, 2015) sont également des opportunités pour la présentation d'articles scientifiques par les chercheurs engagés dans ce projet.

D'autres moyens de dissémination grand-public seront explorés : utilisation de CD, support web des sites du CEDRES, de l'IPAR et de MISELI. Un film documentaire sera réalisé pour présenter le projet et la synthèse des résultats obtenus dans les trois pays.

#### **4. Liens avec la politique**

Les trois pays concernés par l'étude disposent chacun d'un document-cadre de politique nationale de l'emploi (Mali, 1997 ; Burkina Faso, 2008 ; Sénégal, 2011). Ces documents mettent en exergue l'importance de l'emploi agricole et rural même si la prise en charge de cette question est très disparate selon les pays. En outre, la politique de l'emploi est pilotée par des institutions similaires : direction de l'emploi, agence nationale pour l'emploi, agence de promotion de l'emploi des jeunes. Ces institutions seront la cheville ouvrière de l'étude et faciliteront la prise en compte des résultats dans l'amélioration des interventions publiques. Elles seront associées aux comités nationaux de pilotage qui seront mis en place.

L'étude devrait apporter des débuts de réponse au débat actuel sur la réforme foncière. Les résultats par rapport au métayage offriront des éléments sur la redistribution des terres. L'importance et la structure des emplois selon le type d'agriculture (agriculture d'affaires ou agriculture familiale) alimenteront la réflexion sur les choix à faire. L'identification des niches de productivité dans les activités des jeunes permettra d'alimenter les projets et programmes prévus par les trois Etats pour opérationnaliser les documents-cadre de politique de l'emploi. Il s'agit, entre autres, de l'appui à l'employabilité (Burkina, Sénégal), de l'élaboration d'un programme d'appui pour le développement de l'emploi décent dans le sous-secteur de l'agriculture (Sénégal), des bourses de l'emploi et de la formation professionnelle (Mali), etc.

Les résultats de l'étude pourraient non seulement contribuer à l'opérationnalisation des documents de politique nationale de l'emploi mais ils permettraient également une capitalisation et un partage d'expériences entre les trois pays. Au-delà, l'UEMOA pourrait jouer un rôle d'harmonisation dans la sous-région

#### **5. Alliances stratégiques**

Le projet sera conduit sous forme d'une recherche-action impliquant, dès le début, des jeunes migrants, des autorités publiques en charge de l'emploi des jeunes, des organisations de producteurs ainsi que d'autres partenaires au développement qui s'intéressent à l'insertion des jeunes aussi bien ruraux qu'urbains.

Des alliances stratégiques seront nouées particulièrement avec les ministères en charge de l'agriculture, du secteur informel, de l'emploi, de la jeunesse, de l'économie et des finances, les structures gérant des fonds nationaux de promotion de l'emploi des jeunes, les agences nationales pour l'emploi ainsi que les organismes internationaux tels que le PNUD dans le cadre de son Programme Régional pour la Cohésion Sociale et l'Emploi des Jeunes en Afrique Sub-saharienne (YERP). Ces alliances permettront l'implication des autorités



politiques et des acteurs clés dans le portage politique du projet de sa conception à sa mise en œuvre et à la validation des résultats. Déjà, des contacts préliminaires ont été faits avec des responsables d'institutions en charge de l'emploi qui ont exprimé un vif intérêt à participer à la mise en œuvre du projet.

Par ailleurs, les relations particulières du CEDRES avec l'UEMOA et de l'IPAR avec le ROPPA seront exploitées afin de sécuriser la participation de ces entités régionales dès le début du processus et garantir ainsi leur contribution dans le sens d'enrichir la recherche par leurs perspectives sur les questions traitées.

Les associations de marchands ambulants seront une des portes d'entrée pour faciliter la mise en œuvre des enquêtes auprès des migrants qui s'adonnent au commerce ambulants. Les Mairies des villes concernées qui travaillent souvent avec les marchands ambulants pour leur trouver un espace professionnel stable et sécurisé seront également associées durant toutes les phases du processus.

Une autre alliance stratégique concerne le domaine méthodologique. L'équipe de l'Unité mixte de recherche de l'Université Paris Dauphine et de l'IRD (DIAL) sera sollicitée pour un accompagnement méthodologique principalement dans le cadre de l'atelier méthodologique prévu au tout début du processus de recherche. Cette équipe a une expérience avérée dans le domaine des marchés du travail et a conduit des études 1-2-3 dans 7 pays d'Afrique de l'Ouest dont le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal, cadre du présent projet. Des initiatives ont été prises dans ce sens et l'accord de principe de DIAL obtenu. D'autres options pourraient aussi être explorées, notamment avec les Universités nord-américaines, à l'image de ce que fait le réseau PEP avec l'Université Laval.

## **6. Pertinence pour une croissance inclusive**

Le programme CPT du CRDI reconnaît que dans certains pays à faible revenu comme la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, « l'évolution du profil démographique, particulièrement de l'emploi et du chômage chez les jeunes, est en voie de devenir un important problème de développement qui pourrait avoir de profondes répercussions sur les plans économique et social ». La présente recherche fait siennes ces préoccupations et vise à mieux comprendre les stratégies d'insertion des jeunes ainsi que les dynamiques des marchés de travail ruraux.

Compte tenu de l'importance de l'agriculture dans les trois pays concernés et sa place comme source d'emplois à court et à moyen termes, malgré les évolutions structurelles en cours, il est important de mesurer et de comparer la productivité des activités des jeunes migrants engagés dans des activités marchandes en ville ou dans l'agriculture irriguée. Il sera également utile de tester l'hypothèse sur l'inefficience Marshallienne en se basant sur le cas des jeunes métayers. Les résultats obtenus offriront aux décideurs des éléments factuels permettant la formulation de meilleures politiques publiques susceptibles d'accroître le nombre et la qualité des emplois pour les jeunes. Cet objectif s'intègre



parfaitement dans l'axe thématique « Favoriser une croissance qui donne lieu à des emplois décents » (CRDI, 2010).

## **7. Risques encourus et mitigation**

Un des aspects clé de cette recherche concerne les migrants à destination des zones irriguées. Compte tenu de la saisonnalité des activités de production agricole, la collecte des données au niveau de cette cible ne peut se faire que pendant les périodes de forte demande de cette main d'œuvre saisonnière. Pour gérer cette contrainte, la collecte des données sur cette question sera planifiée rigoureusement de sorte à coïncider avec les périodes propices. Dans les zones irriguées, ce problème est atténué par la double culture du riz (hivernage et contre-saison chaude) et les cultures maraîchères en contre-saison froide. Il y a donc trois périodes larges de l'année où il sera possible de mener l'activité de collecte de données.

En ville, la mobilité des marchands ambulants pourrait constituer un autre écueil pour la conduite des enquêtes. Cette mobilité est néanmoins circonscrite dans des espaces spécifiques (par exemple le long des axes routiers, les alentours de grands marchés). Mais, comme mentionné plus haut, l'implication des organisations des marchands ambulants pourraient aider à contourner cette difficulté, à mieux circonscrire les contours de la population cible et ainsi à mieux choisir l'échantillon au-delà des techniques quantitatives mises en œuvre par cette recherche.

D'un autre côté, la disponibilité des marchands ambulants est un défi dans la mesure où la nature de leurs activités pourrait les amener à voir dans les interviews prévus, des contraintes de temps importantes. Afin d'éviter une telle situation, il serait souhaitable de prévoir une source de motivation (par exemple une modeste compensation financière pour le temps consacré à la réponse aux questionnaires ou aux focus groups). Cette mesure devra être complétée par la sensibilisation par le biais de leurs associations. Toujours dans le sens de minimiser le risque ici posé, un répertoire téléphonique des marchands ambulants enquêtés sera élaboré dans le but de rester en contact avec eux pour d'éventuelles informations complémentaires et aussi dans le but de construire ultérieurement un observatoire sur les jeunes migrants dans les trois pays.

## **8. Composition de l'équipe de recherche**

L'exécution du présent projet nécessitera, dans chaque pays, la mobilisation d'une équipe de recherche composée d'un économiste sénior, d'un analyste économique ayant des bases solides en statistiques, d'un sociologue et d'un spécialiste des questions genre. IPAR assure la coordination régionale de l'étude. Dans la conduite du projet global, le coordonnateur sera assisté d'un(e) étudiant(e) de maîtrise ou doctorat.

Au Sénégal, le dispositif se présente ainsi qu'il suit :

- Dr. Ibrahima Hathie, Ph.D., Economiste agricole avec une quinzaine d'années d'expérience de recherche sur les marchés agricoles et alimentaires (structure, prix,

etc.), l'impact des réformes de marché sur l'économie, la structure des interventions publiques, la performance des marchés. Il est aussi spécialiste de l'élaboration des politiques agricoles.

- Dr. Aifa Fatimata Ndoye Niane, ingénieur agronome spécialisé en économie rurale, PhD en économie du développement et genre, avec une quinzaine d'années d'expérience de recherche sur les performances de l'agriculture, les filières, l'économie rurale, les stratégies de lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire, le genre, les marchés agricoles, l'emploi agricole, l'analyse des risques.
- Dr Cheikh Oumar BA, sociologue, avec une vingtaine d'années d'expérience en analyse des phénomènes de migrations intra et internationales, des organisations paysannes, de la problématique foncière, des questions de genre, des stratégies de lutte contre la pauvreté .... Il fut Directeur du Bureau d'Analyse Macro-Economique de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles et actuel Secrétaire Exécutif de l'IPAR

Au Burkina Faso, l'équipe est composée de

- Professeur Taladidia Thiombiano qui compte à son actif une trentaine d'années d'expérience comme professeur d'économétrie, de méthodologie de la recherche au Burkina Faso. Le professeur Thiombiano est fondateur du Laboratoire d'Economie de l'Environnement et de Socioéconométrie (LEESE) au sein du CEDRES qui est un des Think tank appuyé par le CRDI dans le cadre de l'Initiative Think tank. Le professeur assurera la coordination de l'étude-pays au Burkina Faso. Le professeur Thiombiano est le responsable administratif, scientifique et technique de l'exécution du projet. En tant que chercheur, il veillera à la pertinence des choix et méthodes statistiques. Il est également responsable de la cohérence, de la pertinence et de la qualité des analyses statistiques et économétriques.
- Dr Damien Lankoandé, économiste, expert diagnostic et analyse économique. Dr Lankoandé compte 11 ans d'expériences de terrain en matière de conception et de mise en œuvre d'études dans les domaines de la protection sociale en agriculture, d'analyses de la pauvreté, du développement durable, Economie de l'environnement, de l'agriculture. Il assurera la coordination technique du projet-pays. Concrètement, il sera responsable de la bonne exécution de la recherche sur le terrain. En relation avec le professeur Thiombiano, il est également responsable de la qualité des analyses et des résultats.
- Honorine OUEDRAOGO, sociologue qui dispose de cinq ans d'expérience en matière de conduite de projets similaires et trois ans en analyse de la pauvreté et pauvreté chronique. Son rôle consistera à veiller à une prise en compte pertinente des questions de genre et des questions sociologiques dans la recherche.

Au Mali, l'équipe est composée de :

- Laurence Touré, socio anthropologue, dispose d'une vingtaine d'années d'expérience de recherche au Mali, notamment sur la pauvreté et les politiques publiques. Son intérêt pour le développement et les stratégies économiques des femmes l'a conduit à mettre en place et diriger une des premières institutions de

microfinance au Mali. Elle dispose d'une expérience solide de conduite de programmes de recherche, souvent à dimension sous régionale et sera chargée de la coordination de l'étude pays au Mali et responsable de sa bonne exécution sur le terrain.

- Fabrice Escot dispose de quinze ans d'expérience de réalisation d'études qualitatives et quantitatives (opinion, marketing, santé publique) en France et à l'international. Il participe activement depuis trois ans au développement de l'axe de recherche « pauvreté, vulnérabilités et exclusions » de Miseli, avec des études sur la formation professionnelle, le secteur informel, la pauvreté et l'impact des migrations. En tant que chercheur, Il veillera à la synergie des deux volets, qualitatifs et statistiques, de la recherche, et participera à la réflexion sur les problématiques de recherche et à l'élaboration, la réalisation et l'analyse des études.
- Mayoro Diop, enseignant chercheur en analyse économique, économétrie et statistique, prendra en charge les aspects économétriques de l'étude. Il a notamment travaillé sur des questions relatives à l'emploi et à la pauvreté

En relation avec la coordination globale de l'étude, chaque équipe de recherche est chargée collectivement de la conception de l'étude, de la définition de la méthodologie de recherche, de l'élaboration des questionnaires et guides d'entretien, et du dispositif d'enquêtes. Elle supervisera le traitement et l'analyse des données. L'équipe assurera ensuite la rédaction des rapports-pays et la conduite des activités de dissémination et de publication. L'équipe de coordination fera des rapports de synthèse et réalisera l'analyse comparative des expériences Malienne, Sénégalaise et Burkinabé.

Un personnel d'appui pour le traitement et l'analyse des données sera mobilisé dans chaque pays, en lien avec la coordination scientifique. Il s'agit d'un statisticien et de deux opérateurs de saisie chargés de la préparation des questionnaires et guides d'entretien, de la saisie et du traitement des données.

Un personnel d'appui terrain, composé d'équipes d'enquêteurs et de superviseurs, assurera la collecte des données primaires.

## **9. Planning des activités**

Le projet de recherche sera exécuté sur une période de deux ans et comportera quatre phases principales : i) revue de littérature et atelier de lancement ; ii) préparation des enquêtes et collecte des données ; iii) traitement, analyse des données et rédaction des rapports ; iv) restitution, dissémination des résultats et publications.

**Tableau 2: Chronogramme d'activités**

<b>Activités</b>	<b>Intervenants</b>	<b>Début</b>	<b>Fin</b>	<b>Durée (jr)</b>
<b>1. Atelier de lancement sous-régional (Dakar)</b> a. Echanges avec les parties prenantes (stakeholders) et personnes ressources b. Discussion sur les méthodologies	Coordination + Equipes nationales + stakeholders + personne ressource	Mois 1	Mois 1	6
<b>2. Revue de littérature</b> - Revue documentaire (commerce ambulant, migration zones irriguées, politique d'insertion des jeunes) - Partage avec comité pilotage-pays: discussion questions de recherche, résumé revue littérature, engagement partenaires.	Equipes nationales	Mois 1	Mois 2	30
<b>3. Terrain et Collecte de données</b> - Mission de prospection - Conception des instruments de collecte (questionnaires, guides) - Formation des enquêteurs - Test des questionnaires - Finalisation des questionnaires - Enquêtes - Enquêtes ménages	Equipes nationales	Mois 2	Mois 3	6 10 3 3 2
	Enquêteurs Enquêteurs	Mois 4 Mois 8	Mois 7 Mois 9	60 30
<b>4. Traitement, analyse des données et rédaction des rapports</b> - Codification, saisie, analyse données mig. - Saisie et analyse données ménages - Modélisation - Rédaction du rapport	Statisticiens, agents de saisie + Coordination	Mois 8 Mois 10 Mois 11 Mois 15	Mois 9 Mois 10 Mois 13 Mois 16	25 15 20 30
<b>5. Atelier conjoint à mi-parcours (Bamako)</b>	Coordination ; équipes nationales, stakeholders, personnes ressources	Mois 16	Mois 16	4
<b>6. Restitution et dissémination des résultats</b> - Groupes de travail restreints pour validation - Rédaction des « policy briefs » - Atelier de restitution par pays - Préparation articles scientifiques pour publication - Participation à des conférences	Equipes nationales + Coordination	Mois 17 Mois 17 Mois 19 Mois 19 Mois 21	Mois 17 Mois 18 Mois 19 Mois 20 Mois 24	6 20 3 25 15
<b>7. Analyse comparative</b> - Rédaction rapport de synthèse régional - Rédaction policy briefs niveau régional - Retraite/ préparation articles scientifiques	Coordination + chercheurs pays	Mois 21 Mois 23 Mois 24	Mois 22 Mois 23 Mois 24	25 15 15
<b>8. Atelier final (Ouagadougou)</b>	Coordination ; équipes nationales, partenaires régionaux	Mois 24	Mois 24	4
<b>Ensemble du projet</b>		<b>Mois 1</b>	<b>Mois 24</b>	<b>374</b>

## 10. Références bibliographiques

- Adepoju, A (2002) "Fostering free movements of persons in West Africa: Achievements, Constraints, and prospects for intraregional migrations." *International Migration* 40 (2): 3-28.
- Antoine, P. and O. Sow (2000). "Rapports de genre et dynamiques migratoires: le cas de l'Afrique de l'Ouest." pp. 143-159. In *rapports de genre et questions de population. II- Genre, population et développement : les pays du Sud*, Edited by M. Bozon and T. Locoh. Paris : INED.
- Bocquier, P. and S. Traoré (2000). *Urbanisation et dynamiques migratoires en Afrique de l'Ouest : la croissance urbaine en panne*. Paris : l'Harmattan.
- Centre de Recherches pour le Développement International (2010) «Descriptif du programme Croissance pour tous 2011-2016 » version publique, Direction générale des programmes et des partenariats, CRDI, 24 pages.
- De Haan, A., K. Brock et N. Coulibaly "Migration, livelihoods and institutions: contrasting patterns of migration in Mali" In "Labour mobility and rural society " Arjan de Haan and Ben Rogaly, editors, 2002.
- Findley, S. E. (1997). *Migration and family interactions in Africa*. Pp 109-138. In *Family, Population and Development in Africa*, Edited by A. Adepoju. London: Zed Books.
- Giordano T., et Losch B., 2007. *Courrier de la planète* (81-82) : 22-26.
- IPAR (2010) "L'agriculture face aux défis de la transition démo-économique", Policy brief #2, RuralStruc.
- Jütting, J. and Laiglesia, J. R. De (2009), "Is Informal Normal? Towards More and Better Jobs in Developing Countries." OECD, Policy brief.
- Lall, S. V., H. Selod and Z. Shalizi "Rural-Urban migration in developing countries: a survey of theoretical predictions and empirical findings." *World Bank Policy Research Working Papers* 3915, May 2006.
- Lohmar, B., S. Rozelle and C. Zhao. "The rise of rural-to-rural labor markets in China", University of California Davis, *Working paper n°0020*, Oct 2000.
- Losch, B., S. Freguin-Gresh and T. Giordano "Structural Dimensions of Liberalization on Agriculture and Rural Development: Background, positioning and results of the first phase." June 2008.
- Losch, B. (2010) « Les défis de la transition en Afrique sub-saharienne : comment accompagner la transformation structurelle du continent dans la mondialisation ? » Policy brief #2, Programme RuralStruc, World Bank.
- Lucas, R. E. B. (2007) "Migration and rural development", *Electronic Journal of Agricultural and Development Economics*, Vol. 4, N°01, pp: 99-122.
- Oya, Carlos (2010) "Rural inequality, wage employment and labour market formation in Africa: historical and micro-level evidence" working paper n°97, Policy Integration department, International Labor organization, Geneva.
- Oya, C. (2010) "Rural Labor markets in Africa: the unreported source of inequality and poverty" *Development Viewpoint*, n°57, November, Center for development policy and research (CDPR).

## **11. Annexes**